



**MINISTÈRE  
DE LA CULTURE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

## **Prestation de service de médecine de prévention**

### **Cahier des clauses techniques particulières (CCTP)**

Référence du marché :

Procédure : Procédure adaptée (article R2123-1 3° du code de la commande publique)

## Table des matières

Article 1	Objet de l'accord-cadre .....	3
Article 2	Périmètre de l'accord-cadre, lieux d'exécution et effectifs à suivre .....	3
Article 3	Cadre réglementaire.....	3
Article 4	Définition des missions du médecin du travail et prestations attendues .....	3
4.1	Missions du médecin du travail .....	3
4.2	UO1 et UO2 Les prestations réglementaires .....	4
4.2.1	Cotisation annuelle par agent .....	5
4.2.2	Visites à la demande.....	5
4.2.3	Campagnes de vaccination .....	5
4.2.4	Actions en milieu du travail .....	6
4.2.5	Participation à une réunion d'instance représentative du personnel (Comités sociaux d'administration et leurs formations spécialisées) .....	6
4.2.6	Participation aux conseils médicaux.....	6
4.3	Les examens complémentaires.....	7
4.4	Remise de livrables .....	7
4.4.1	Bilan annuel d'activité .....	7
4.4.2	Fiches des risques professionnels (fiche entreprise).....	7
4.5	UO3, UO4 et UO5 Les prestations complémentaires .....	7
4.5.1	UO3 Actions de formation / Sensibilisation (prix pour 2h) .....	7
4.5.2	UO4 Actions de formation / Sensibilisation (prix à la demi-journée).....	8
4.5.3	UO5 Diagnostic sur lieu de travail et accompagnement dans la mise en œuvre de solutions .....	8
4.5.4	Téléconsultation .....	8
4.6	UO6 Les visites non effectuées (modalités d'annulation d'un RDV) .....	8
Article 5	Dispositions environnementales .....	8

## Article 1 Objet de l'accord-cadre

L'accord-cadre a pour objet une prestation de service de médecine de prévention qui s'applique dans le cadre réglementaire de la fonction publique d'Etat au bénéfice des agents affectés dans les services de l'administration centrale du ministère de la Culture (MC), de la DRAC Ile-de-France, de certains services à compétence nationale (SCN) et certains établissements publics (EP). Au cadre réglementaire s'ajoutent des prestations complémentaires.

## Article 2 Périmètre de l'accord-cadre, lieux d'exécution et effectifs à suivre

La prestation de médecine de prévention est destinée à des agents affectés dans les services de l'administration centrale du ministère de la Culture (MC), de la DRAC Ile-de-France, de certains services à compétence nationale (SCN) et certains établissements publics (EP).

Ce périmètre (lieux d'affectation) et les effectifs concernés (liste prévisionnelle) sont précisés en annexe 1 du CCAP.

Chaque année, la liste nominative, actualisée, précisant l'emploi et l'affectation des agents devant bénéficier d'une visite médicale est adressée aux médecins du travail.

La liste des référents des ressources humaines de chaque structure concernée sera communiquée au Titulaire en début de marché. Tout changement sera communiqué au Titulaire au cours de l'exécution du marché.

## Article 3 Cadre réglementaire

- Décret n°82-453 du 28 mai 1982 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique
- Décret n°86-442 du 14 mars 1986 relatif à la désignation de médecins agréés, à l'organisation des comités médicaux et des commissions de réforme, aux conditions d'aptitude physique pour l'admission aux emplois publics et au régime de congés de maladie des fonctionnaires
- Décret n° 2020-647 du 27 mai 2020 relatif aux services de médecine de prévention dans la fonction publique de l'Etat ;
- Ordonnance n° 2020-1447 du 25 novembre 2020 portant diverses mesures en matière de santé et de famille dans la fonction publique.

## Article 4 Définition des missions du médecin du travail et prestations attendues

### 4.1 Missions du médecin du travail

Le médecin du travail est le conseiller de l'administration, des agents et de leurs représentants en ce qui concerne notamment :

- L'amélioration des conditions de vie et de travail dans les services ;
- L'évaluation des risques professionnels ;
- La protection des agents contre l'ensemble des nuisances et les risques d'accidents de service ou de maladie professionnelle ou à caractère professionnel ;

- L'adaptation des postes, des techniques et des rythmes de travail à la physiologie humaine, en vue de contribuer au maintien dans l'emploi des agents ;
- L'hygiène générale des locaux de service ;
- L'hygiène dans les restaurants administratifs ;
- L'information sanitaire.

Le médecin du travail exerce son activité en toute indépendance, dans le respect des règles résultant du code de déontologie et des pratiques professionnelles.

Il est en contact régulier avec les responsables RH des structures dont il assure le suivi. Pour l'administration centrale, ses interlocuteurs principaux sont le Bureau de la santé et de la sécurité au travail, le Bureau de l'action sociale ainsi que les bureaux s'occupant de la gestion des personnels. Le rôle du médecin du travail nécessite des échanges fluides et directs avec l'administration, au travers d'entretiens (en présentiel ou en visioconférence) dès lors que l'administration ou le médecin le jugent nécessaire.

Le médecin du travail doit consacrer à sa mission en milieu de travail au moins **un tiers** du temps dont il dispose. Les membres de l'équipe pluridisciplinaire participent à ces actions en milieu de travail, dans le cadre fixé par le protocole de fonctionnement écrit du service de médecine de prévention.

L'équipe du titulaire est suffisamment nombreuse afin de pallier les éventuelles absences du médecin ou des membres de son équipe. Le Titulaire présentera la composition de son équipe et précisera le nombre moyen d'agents/salariés suivis par médecin. Il présentera également l'organisation mise en place pour assurer la continuité des prestations en cas d'absence d'un ou plusieurs membres de l'équipe.

#### 4.2 UO1 et UO2 Les prestations réglementaires

Les prestations attendues du titulaire sont de deux types. Le titulaire doit assurer les prestations de médecine de prévention d'ordre réglementaire. Il doit par ailleurs proposer des prestations complémentaires.

Les prestations réglementaires de médecine de prévention comprennent :

- Les visites médicales périodiques des agents ;
- Les visites à la demande ;
- Les campagnes de vaccination obligatoires ou recommandées ;
- L'action en milieu de travail : visites sur site, analyses de postes de travail, participation à des réunions (analyse de situations individuelles ou collectives et des solutions à mettre en œuvre, groupes de travail émanant des formations spécialisées en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail, ...), actions de sensibilisation en matière de santé au travail, ... ;
- La participation aux réunions des instances représentatives du personnel (Formations spécialisées en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail, et comités sociaux d'administration le cas échéant) ;
- La participation aux conseils médicaux ;
- La prescription et le suivi des examens complémentaires ;
- L'élaboration et la communication du bilan annuel d'activité et de la fiche des risques professionnels (fiche entreprise).

#### 4.2.1 Cotisation annuelle par agent

##### 4.2.1.1 *Cotisation annuelle par agent – suivi individuel quinquennal*

Pour les agents qui ne sont pas soumis à une surveillance médicale particulière, la périodicité de la surveillance demeure fixée à 5 ans. Cette surveillance est réalisée au travers d'une « visite d'information et de prévention », qui peut être réalisée par le médecin du travail, un collaborateur médecin ou un infirmier dans le cadre d'un protocole écrit.

Cette visite d'information et de prévention a pour objet :

- D'interroger l'agent sur son état de santé ;
- De l'informer sur les risques éventuels auxquels l'expose son poste de travail ;
- De le sensibiliser sur les moyens de prévention à mettre en œuvre ;
- De l'informer sur les modalités de suivi de son état de santé par le service et sur la possibilité dont il dispose, à tout moment, de bénéficier d'une visite à sa demande avec le médecin du travail.

Si la visite d'information et de prévention n'a pas été réalisée par le médecin du travail, le professionnel de santé qui a réalisé cette visite peut, s'il l'estime nécessaire au regard notamment l'état de santé de l'agent ou des risques auxquels il est exposé, orienter l'agent vers le médecin du travail.

Les visites médicales s'effectuent selon les horaires définis d'un commun accord entre les parties, aux horaires habituels de travail du personnel, dans les locaux du service de santé au travail (sur les lieux de l'entité concernée ou du prestataire s'il en dispose ). L'opportunité d'organiser ponctuellement des visites médicales dans les locaux des structures du ministère pourra être envisagée lors de la passation des marchés subséquents.

##### 4.2.1.2 *Cotisation annuelle par agent – suivi individuel renforcé*

Les agents qui doivent bénéficier d'une surveillance médicale renforcée sont les suivants :

- Les personnes en situation de handicap ;
- Les femmes enceintes, venant d'accoucher ou allaitantes ;
- Les agents réintégrés après un congé de longue maladie ou de longue durée ;
- Les agents occupant des postes définis à l'article 15-1 du décret du 28 mai 1982 ;
- Les agents souffrant de pathologies particulières déterminées par le médecin de prévention.

Le médecin du travail est en charge de la définition de la fréquence et de la nature de cette surveillance médicale particulière. Cette visite peut être réalisée dans une périodicité qui ne peut être supérieure à quatre ans. Une visite intermédiaire est effectuée par l'un des professionnels de santé du service.

#### 4.2.2 Visites à la demande

Tout agent peut demander à bénéficier d'une visite avec le médecin du travail ou un membre de l'équipe pluridisciplinaire, sans que l'administration ait à en connaître le motif.

L'administration peut également demander au médecin du travail de recevoir un agent, en informant l'agent de cette démarche.

#### 4.2.3 Campagnes de vaccination

Le médecin du travail peut réaliser les vaccinations obligatoires ou recommandées liées à une prévention d'un risque professionnel.

#### 4.2.4 Actions en milieu de travail

Le médecin du travail doit consacrer à sa mission en milieu de travail **au moins un tiers de son temps**.

Les médecins du travail s'engagent à effectuer une action régulière sur le milieu de travail qui comporte notamment la visite des lieux de travail en vue de l'appréciation des conditions de travail ou encore la connaissance des postes de travail et une étude de ceux entraînant une surveillance médicale particulière ou pouvant comporter des risques professionnels spécifiques. Le médecin du travail qui souhaite visiter des locaux administratifs doit au préalable en informer le chef de service concerné. Les membres de l'équipe pluridisciplinaire peuvent participer ou être sollicités dans le cadre des actions sur le milieu de travail.

Le Titulaire doit par ailleurs intégrer dans son offre des actions de sensibilisation des agents en matière de santé et de sécurité au travail.

#### 4.2.5 Participation aux réunions des instances **représentatives du personnel (Comités sociaux d'administration et leurs formations spécialisées)**

Le médecin du travail participe aux réunions des formations spécialisées en matière de santé et de sécurité au travail pour les structures dont il assure le suivi (et/ou le cas échéant aux réunions des comités sociaux d'administration). Sa présence lors de ces instances permet à l'ensemble des membres de bénéficier de son expertise en matière de santé au travail. La capacité du Titulaire à assister aux différentes instances, même en cas d'organisation tardive de celles-ci, est déterminante.

Le médecin du travail met également à profit le tiers temps pour la réalisation de certains travaux administratifs, notamment la rédaction des rapports requis pour son activité (rapport annuel, rapports spécifiques dans le cadre de l'instruction de dossiers individuels devant les conseils médicaux, ...).

Le médecin du travail est informé de tout accident de service ou de toute maladie professionnelle ou à caractère professionnel qui seraient survenus. Il peut être associé à l'enquête de la formation spécialisée en matière de Santé, de Sécurité et de Conditions de Travail (F3SCT).

Le médecin du travail est informé avant toute utilisation de substances ou produits dangereux, de la composition de ces produits et de la nature de ces substances ainsi que de leurs modalités d'emploi.

Le médecin du travail peut participer aux études et enquêtes épidémiologiques et à des campagnes d'information sur des thèmes de santé publique.

#### 4.2.6 Participation aux conseils médicaux

Le médecin du travail est informé de la tenue des réunions du conseil médical.

Il peut présenter des observations écrites ou assister à titre consultatif à ces réunions.

Il remet obligatoirement un rapport écrit en cas d'accident de service ou de maladie contractée dans l'exercice des fonctions, de congé de maladie attribué d'office et en cas de réadaptation à l'emploi ou de reclassement.

#### 4.3 Les examens complémentaires

Conformément au décret du 27 mai 2020, le médecin du travail peut réaliser, prescrire ou recommander des examens complémentaires.

Ces examens consistent à :

- Déterminer la compatibilité entre le poste de travail et l'état de santé de l'agent, notamment au dépistage des affections pouvant entraîner une contre-indication à ce poste de travail ;
- Dépister une maladie professionnelle ou à caractère professionnel susceptible de résulter de l'activité professionnelle de l'agent ;
- Dépister des maladies dangereuses pour l'entourage professionnel de l'agent.

Les résultats de ces examens sont adressés au médecin du travail qui les communiquera oralement ou par écrit à l'intéressé et les transmettra, si nécessaire, au médecin traitant désigné par l'agent.

Les coûts inhérents à ces examens sont à la charge de chaque membre du groupement bénéficiaire du présent marché.

#### 4.4 Remise de livrables

Dans le cadre de ses missions, le Titulaire remet à date convenue les documents obligatoires ci-après énoncés.

##### 4.4.1 Bilan annuel d'activité

Le médecin du travail rédige chaque année un bilan annuel d'activité dressant le bilan de son activité au cours de l'année écoulée. Ce document fournit des informations quantitatives et qualitatives sur l'exercice de ses missions auprès des agents dont il a la charge et sur l'état de santé de ces derniers. Il l'adresse sous pli confidentiel au chef de service compétent de la structure.

Un exemplaire de ce bilan est également adressé au médecin coordonnateur du ministère.

Ce document ne comporte aucune donnée nominative.

##### 4.4.2 Fiches des risques professionnels (fiche entreprise)

Le médecin du travail a accès aux informations utiles lui permettant d'établir la fiche des risques professionnels (fiche entreprise).

Cette fiche est communiquée au chef de service ou d'établissement, qui l'annexe au document unique d'évaluation des risques professionnels (DUERP). Elle est présentée à la Formation spécialisée du CSA en même temps que le rapport annuel du médecin du travail.

#### 4.5 UO3, UO4 et UO5 Les prestations complémentaires

Le titulaire doit proposer dans son offre des prestations complémentaires.

##### 4.5.1 U3 Actions de formation / Sensibilisation (prix pour 2h)

En fonction des besoins du MC et de sa politique de prévention, le Titulaire propose des actions de formation / sensibilisation sur 2 heures à destination des agents des différentes entités.

Il présente dans son offre la nature des actions qu'il est en mesure de proposer ainsi que des informations sur les modalités de mise en œuvre de ces actions.

#### 4.5.2 UO4 Actions de formation / Sensibilisation (prix à la demi-journée)

En fonction des besoins du MC et de sa politique de prévention, le Titulaire propose des actions de formation / sensibilisation sur une demi-journée à destination des agents des différentes entités.

Il présente dans son offre la nature des actions qu'il est en mesure de proposer ainsi que des informations sur les modalités de mise en œuvre de ces actions.

#### 4.5.3 UO5 Diagnostic sur lieu de travail et accompagnement dans la mise en œuvre de solutions

En fonction des besoins du MC et de sa politique de prévention, le Titulaire peut être amené à effectuer des diagnostics sur lieu de travail et à formaliser des préconisations de mesures de prévention à mettre en œuvre. Dans ce cadre, il est demandé la formalisation d'un rapport présentant les éléments d'analyse de la situation accompagnés des préconisations.

Il pourra être amené à effectuer un accompagnement dans la mise en œuvre de solutions.

Le Titulaire présente dans son offre la nature des actions de diagnostic et / d'accompagnement qu'il est en mesure de proposer.

Exemple : évaluation des risques psycho-sociaux, diagnostic de situations dégradées, analyses de postes de travail sous l'angle du risque de développement de troubles musculo-squelettiques, ....

Le Titulaire présente également le type d'actions d'accompagnement qu'il est en mesure de proposer et mettre en œuvre à la suite d'un signalement effectué par un agent, qui viserait à alerter l'administration sur un sujet de santé ou de sécurité au travail.

#### 4.5.4 Téléconsultation

Le médecin du travail peut proposer des consultations en visioconférence. Celles-ci doivent se dérouler dans le respect de la confidentialité des échanges et après avoir préalablement recueilli le consentement de l'agent.

Le Titulaire présente la façon dont la téléconsultation est intégrée dans l'activité des médecins du travail, avec notamment les critères d'éligibilité permettant la mise en œuvre d'une téléconsultation.

### 4.6 UO6 Les visites non effectuées (modalités d'annulation d'un RDV)

Annulation de RDV : Lorsqu'un agent ne se présente pas à un RDV et que celui-ci ou le service RH n'a pas prévenu le titulaire du marché au moins 24 heures avant la date du RDV, le titulaire peut demander une indemnité dont le montant est fixé au BPU.

## Article 5 Dispositions environnementales

Le ministère de la Culture sera attentif à la démarche environnementale du titulaire et à ses objectifs de développement durable au sens de la réduction de leur impact sur l'environnement tout au long du déroulement de la prestation.



Le titulaire doit proposer une prestation la plus écoresponsable possible. A ce titre, le Titulaire doit s'assurer de la qualité environnementale des papiers et des supports imprimables notamment sur la traçabilité et sur leur provenance.

A ce titre, le Titulaire utilise par défaut, et sauf demande contraire expressément formulée, des papiers et de supports imprimables écoresponsables présentant, par priorité décroissante, les caractéristiques suivantes :

- Papier recyclé ;

- Papier éco-labellisé ecolabel européen, NF environnement, Ange bleu ou équivalent

- Papier certifié issu de forêt gérées durablement labellisé FSC (forest Stewardship Council), PEFC (Programme for the Endorsement of Forest Certification schemes) ou équivalent.

Cette liste n'est aucunement exhaustive. Les soumissionnaires sont invités à décrire dans leur mémoire technique leur démarche éco-responsable et en particulier les modalités techniques mises en œuvre pour le présent projet.